

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**Portant réglementation temporaire
de la circulation Petite rue Jean Jaurès**

JYR/JFL
AMT-2023-147

Le Maire de Surgères,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales articles L2212-2 et L2213-1,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R411-25 et R110-1 et suivants, le R417-1 et suivants,

Vu l'arrêté Municipal du 26 mai 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves ROUSSEAU, Adjoint au Maire de la Ville de Surgères, chargé des voies et réseaux

Vu la demande reçue de l'entreprise DEMECO,

Considérant que pour permettre le stationnement d'un camion pour un déménagement au n°11 petite rue Jean Jaurès, assurer la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRÊTE

Article un :

La circulation sera temporairement réglementée dans les conditions définies ci-après :

La circulation sera interdite à tous les véhicules Petite rue Jean Jaurès sauf riverains,

Des déviations seront mises en place par les rues Jean Jaurès et Eugène Pelletan,

Le stationnement sera interdit au droit du chantier.

Article deux :

Ces dispositions s'appliqueront du mardi 8 aout 2023 a 13h00 au mercredi 9 aout 2023 a 12h00.

Article trois :

La signalisation adéquate sera mise en place et enlevée par DEMECO.

Article quatre :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée.

- DEMECO,

-Gendarmerie de Surgères

-Centre d'incendie et de secours de Surgères,

-Cyclad,

-Kéolys

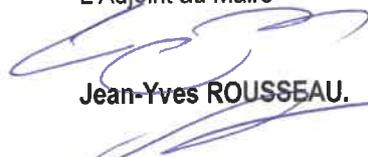
- Le Service de la Police municipale

- Le Service du Centre Technique Municipal,

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Surgères, assisté des services concernés, pour exécution.

Fait à Surgères, le 26 juillet 2023.

L'Adjoint au Maire


Jean-Yves ROUSSEAU.



Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication